

OCTOBRE 2018 DAKAR

Congrès international



FRANCOPOL

Réseau international francophone de formation policière



5^E CONGRÈS INTERNATIONAL

GESTION DES RISQUES ET DES NOUVELLES MENACES

Sénégal, Dakar - Mercredi 17 octobre au vendredi 19 octobre 2018

MENACES
RISQUES



Table des matières

Thématiques

Programme © 17 • 10 • 2018

Programme © 18 • 10 • 2018

Programme © 19 • 10 • 2018

Infos pratiques



Thématiques



Thématiques

Gestion des risques et des nouvelles menaces

Les risques et menaces auxquels sont confrontés les services de police évoluent de manière continue. Les réponses policières apportées sont donc de façon permanente adaptées. La formation policière est un acteur indispensable pour apporter les réponses adéquates. Durant ce congrès international, nous débattons au sujet de pratiques formatives par rapport à quatre grands thèmes :

- Lutte contre le terrorisme
- Cybercriminalité
- Gestion des flux migratoires
- Gestion des risques psychosociaux



Programme © 17 • 10 • 2018

13h15

Accueil par les autorités (Sénégal, OIF, FRANCOPOL)

XXX, Ministre de l'intérieur du Sénégal

XXX, Représentant de l'OIF

Sophie HATT, Présidente de FRANCOPOL

Pierre ALLAIRE, Secrétaire général de FRANCOPOL

Présentateur: **Thierry DIERICK**, Vice-président Europe et coordonnateur du comité des écoles de FRANCOPOL

13h45

Défis et enjeux de la police sénégalaise en matière de terrorisme et de radicalisation

XXX, **XXX** (Conférencier sénégalais à déterminer)

14h05

Discours d'ouverture

Quelles sont les nouvelles menaces face auxquelles nos sociétés sont confrontées et les réponses apportées par les services de police?

Éric DENÉCÉ, Directeur du Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R), France

PREMIÈRE THÉMATIQUE : lutte contre le terrorisme

14h30

Partie introductive : image du phénomène

Un défi partagé Nord-Sud...

Les menaces émergentes terroristes et crime organisé dans le Sahel

La gestion de la menace terroriste en Europe et en France

Zakaria Ousman RAMADANE, Chairman, Professeur au Centre tchadien des études stratégiques et d'analyse prospective, Tchad

Amin BOUTAGHANE, Contrôleur général, Chef de l'Unité de coordination de la lutte antiterroriste (UCLAT), Police nationale, France



Programme © 17 • 10 • 2018

La menace terroriste actuelle en Europe émane principalement d'acteurs isolés agissant dans leurs pays de résidence. Si la majorité de ces individus n'a pas séjourné en Syrie ou en Irak, la question des revenants demeure essentielle pour les États européens, tout comme celle des femmes et particulièrement des mineurs. Alors que le niveau de menace a sensiblement diminué depuis quelques années, la diversité des profils des auteurs d'attentats entrave le travail de détection et de prévention de la menace entrepris par les services spécialisés. C'est à ce titre que la coopération entre les services impliqués dans le domaine de la lutte contre le terrorisme semble essentielle, tant au niveau national qu'au niveau européen. Par son action, l'Unité de coordination de la lutte anti-terroriste (UCLAT) concourt à la lutte contre le terrorisme et la radicalisation en facilitant l'échange d'informations entre ces services. En 2013, dans le contexte où plusieurs parents ont été les témoins impuissants du départ de leur enfant mineur à l'étranger, vers des zones de conflit armé, il est apparu nécessaire pour les autorités françaises de soutenir les familles en mettant en place une plateforme téléphonique (CNAPR) et une nouvelle procédure d'opposition à sortie du territoire. À ce jour, l'UCLAT est en charge de la coordination de la mise en oeuvre de 14 mesures de police administratives et se positionne au coeur du processus de lutte contre la radicalisation mis en place par le gouvernement français dès l'année 2014.

14h45

La lutte contre la radicalisation (lien avec le radicalisme au féminin)

Cécile OYONO, Directrice générale adjointe de l'EIFORCES au Cameroun

15h00

Pause café & Visite des exposants

Table ronde relative aux pratiques formatives afférentes à la lutte contre le terrorisme

Modératrice : **Lori-Anne THÉROUX-BÉNONI**, Directrice et chercheuse principale au bureau de l'Institut d'études de sécurité, Dakar



Programme © 17 • 10 • 2018

15h35

Détection de la radicalisation

André DUVILLARD, Délégué au Réseau national de sécurité en Suisse

Les policiers comme d'autres intervenants (enseignants, travailleurs sociaux agents de détention, etc.) sont confrontés à la problématique de la radicalisation. Dès lors se pose la question de la détection précoce des signes de radicalisation et la manière dont elle peut être identifiée. Il s'agit par conséquent d'offrir une formation orientée vers la pratique, qui donne quelques clés de lecture pertinentes et accessibles, tout en s'inscrivant dans une approche pluridisciplinaire, considérée par tous comme la condition du succès en matière de prévention. C'est un des défis que la Suisse tente de relever par son Plan d'action national contre la radicalisation et l'extrémisme violent.

15h45

Échanges et questions

15h50

Formation en ligne sur les menaces extrémistes

Grégory GOMEZ DEL PRADO, Coordonnateur aux enquêtes dans le service de renseignement et de la protection de l'État, Sûreté du Québec, Canada

Formation visant à faire connaître les différentes formes de radicalisation menant à la violence (religieuse, politique, idéologique) et les différentes manifestations de l'extrémisme (terrorisme religieux, extrême droite, extrême gauche, mouvements des citoyens souverains).

*L'**objectif général** de cette formation est d'augmenter la capacité de détection des personnes radicalisées et de lutte contre ces formes d'extrémismes.*

*Les **objectifs spécifiques** sont d'accroître les connaissances, de défaire certains mythes, de permettre aux policiers d'identifier les comportements reliés à un processus de radicalisation menant à la violence et de repérer les signes et les symboles associés aux mouvements extrémistes. Cette formation est en processus d'actualisation (ajout de nouveaux groupes extrémistes, mis à jour du contenu multimédial).*

16h00

Échanges et questions



Programme © 17 • 10 • 2018

16h05

Problématiques de la radicalisation des jeunes en Afrique de l'Ouest : quelles pistes de solution?

Professeur Amadou SALL, Enseignant, Chercheur à l'Université de Nouakchott, Chef de la cellule radicalisation, Mauritanie

16h15

Échanges et questions

16h20

Connaissance des fondamentaux de l'islam et du monde musulman

Pascal BASTIDE, Commissaire divisionnaire, chef du département des formations préparatoires, partenariales et internationales, Police nationale, France

Intégrer les grands principes de l'Islam en sachant les distinguer des dérives de l'islamisme radical.

Lutte contre la radicalisation (modules 1 et 2)

En formation initiale, deux journées sont exclusivement consacrées à « la lutte contre la radicalisation et la prévention du terrorisme ».

En formation continue, trois stages sont ouverts aux commissaires de police, officiers de police chefs d'unité, officiers supérieurs de la gendarmerie.

Le premier stage est un stage consacré à la « Radicalité et au fondamentalisme au sein de l'Islam », le deuxième stage est intitulé « Détection et prévention de la radicalisation, module I », le troisième stage « Détection et prévention de la radicalisation, module II », est un stage d'approfondissement et d'ouverture.

Thématique abordée au bénéfice de partenaires privés et publics (élus notamment) sous l'angle du fait religieux ou de la radicalisation (option pour remplacer le radicalisme au féminin). À travers ces deux présentations peuvent également être évoqués les circuits de traitement du renseignement, les fichiers et services spécialisés, la déradicalisation, etc.

16h30

Échanges et questions



Programme © 17 • 10 • 2018

16h35

Service gestion des menaces & prévention de la violence

Raoul JACCARD, Chef du service psychologique de la police neuchâteloise, responsable de la gestion des menaces et prévention de la violence (MPV), Suisse

À la suite de la tuerie survenue à Zoug/Suisse en 2001 (tireur actif au Parlement), quelques cantons (provinces) ont commencé à réfléchir à la mise sur pied de services spécialisés dans l'évaluation et la gestion des menaces (GM).

Aujourd'hui, plus de la moitié des cantons suisses ont leur propre service GM avec des policiers formés dans le domaine. Les missions d'un service GM comprennent la mise en place de moyens pour détecter les menaces, l'utilisation d'outils pour évaluer le risque du passage à l'acte, la mise en place de moyens pour désamorcer le risque d'escalade et de passage à l'acte et le suivi (monitoring) des personnes pouvant potentiellement passer à l'acte.

16h45

Échanges et questions

16h50

Échanges entre les conférenciers et les participants

17h30

Exercice de simultanéité d'attentats terroristes au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en Guinée Conakry, au Mali, en Mauritanie, au Niger, au Sénégal

Jean-Luc GONZALES, Commissaire divisionnaire, attaché de sécurité intérieure près de l'ambassade de France au Sénégal

17h40

Échanges et questions

17h45

Fin des activités



Programme © 18 • 10 • 2018

08h30

Accueil des participants et visite des exposants

09h00

Présentation de l'École nationale à vocation régionale (Abidjan) -
Centre d'excellence de formation sur la lutte contre le terrorisme

XXX, XXX

09h10

Échanges et questions

**Table ronde relative aux pratiques formatives proposées face à la
gestion d'incidents liés au terrorisme**

Modérateur : xxx, xxx (Représentant police Sénégal à déterminer)

09h15

Détection des comportements suspects (Behaviour detection officer)

Bart CAPPAERT, Commissaire et adjoint au chef de service de la Police
Judiciaire Fédérale Belge, Belgique

Le programme BDO a débuté en 2014 comme volet proactif de la gestion des frontières. Depuis, les techniques ont été implémentées à tous les niveaux de la police intégrée belge. La formation de trois jours se focalise sur les techniques d'observation de l'environnement, le cadre psychologique du comportement humain, l'évaluation du risque émanant de personnes et de situations potentiellement suspectes, et sur l'application de techniques de communication.

09h25

Échanges et questions



Programme © 18 • 10 • 2018

09h30

Riposte à un accrochage

André ETTER, Coordinateur romand de la formation policière, secrétaire général du Conseil cantonal de sécurité, Suisse

Dans le cadre d'actions terroristes, en particulier par le biais de tireurs actifs, la police constitue une cible privilégiée pour l'adversaire, les opérations se déroulant essentiellement dans des endroits très fréquentés.

Le policier sur place, quel qu'il soit, doit par conséquent survivre à l'attaque et mettre un terme à la tuerie par tous les moyens possibles, tout en réduisant au maximum les risques. La formation doit donc être axée sur la prise de décision sous stress, le tir offensif, la recherche des couverts, les déplacements rapides et l'attention permanente sur 360°. À l'entraînement, il s'agit aussi de réduire le syndrome de la cible papier. Par conséquent, les cibles doivent être variées et réactives à l'impact, permettant au tireur d'identifier clairement lorsqu'il a touché. Des obstacles doivent également être présents sur le pas de tir permettant de choisir une protection adéquate lors de la riposte. Le formateur doit aussi animer en permanence les exercices en stimulant directement le tireur.

09h40

Échanges et questions

09h45

Riposte en 2^e échelon

Alain GORKA, Commandant de la Gendarmerie vaudoise et Commandant du Groupement latin de sécurité publique et de Maintien de l'Ordre (GMO), Suisse

La menace de type tireur actif ou terroriste évolue constamment. Des expériences vécues, il ressort que l'un des éléments prépondérants, pour la gestion de telles crises, est la capacité des forces de l'ordre à reprendre l'initiative du feu par l'emploi d'un armement profilé et de tactiques adaptées. Les procédures et l'équipement standard des patrouilles de police sont adaptés, aussi bien dans la lutte contre la moyenne et la grande criminalité que dans leur rôle de primo-intervenants sur une alarme Amok. L'éventualité de doter l'entière des primo-intervenants d'armes de guerre, respectivement de modifier les critères d'engagement de l'arme, pose des questions de proportionnalité, d'économie des moyens, d'image et d'éthique ainsi que de doctrine.



Programme © 18 • 10 • 2018

Les groupes d'intervention tactique quant à eux apportent une expertise incontournable dans cette thématique. Toutefois un délai de mise en œuvre doit être accepté. Dès lors, la disponibilité d'un moyen d'intervention au profil intermédiaire, entre les primo-intervenants et les groupes d'intervention et les unités d'appui tactique, se pose comme une réponse rationnelle à l'état de la menace latente dans nos régions. Ce moyen intermédiaire est doté d'un armement adapté et est formé aux tactiques d'engagement y relatives.

09h55

Échanges et questions

10h00

Pause café & Visite des exposants

10h45

Gestion opérationnelle d'une tuerie de masse

Pascal BASTIDE, Commissaire divisionnaire, chef du département des formations préparatoires, partenariales et internationales, Police nationale, France

En formation initiale : gestion de foule en milieu NRBC, gestion opérationnelle d'une tuerie de masse : exposé interactif + micro simulations, la notion de commandement des opérations de police (COP) et la gestion de crise.

En formation continue : gestion opérationnelle d'une tuerie de masse.

Le COP (commandant des opérations de police) et la gestion de crise.

Un nouveau stage en cours de création sur la communication et le management de crise.

10h55

Échanges et questions



Programme © 18 • 10 • 2018

11h00

Équipe multidisciplinaire d'extraction des blessés (Formation casualty extraction team)

Claude PASSCHIER, Commissaire divisionnaire, chef de département de la Maîtrise de la violence et sport à la Police Fédérale Belge, Belgique

Les événements du Bataclan ont conduit à une réflexion portant sur la mise en œuvre des pompiers en vue de permettre l'extraction rapide des victimes en dehors de la zone d'exclusion, et ce, malgré que la situation n'est pas encore pleinement sécurisée. C'est dans cette optique qu'une formation « Casualty extraction team » a été développée. Elle consiste à former à protéger les pompiers pendant que ceux-ci se chargent de stabiliser les victimes et de les extraire hors de la zone d'exclusion. Cette formation se fait en collaboration directe avec les services pompiers.

11h10

Échanges et questions

11h15

Gestion des scènes de crime complexes - Les capacités opérationnelles de l'IRCGN

Lieutenant-colonel Grégory BRICHE, Chef de la division criminalistique, physique et chimie à l'Institut de recherche criminologique de la Gendarmerie nationale, France

L'Institut de recherche criminelle de la gendarmerie nationale (IRCGN) est un laboratoire de sciences forensiques couvrant 48 disciplines. Ce laboratoire doté d'une capacité de projection opérationnelle en France, Outre-Mer et à l'étranger avec :

- **Unité nationale d'investigation criminelle (UNIC)**, chargée de la prise en compte et gestion de scène de crime complexe par un détachement d'experts forensiques et d'un coordinateur criminalistique.
- **Unité gendarmerie d'identification de victimes de catastrophe (UGIVC)**, chargée de la prise en compte de scène de catastrophe, des examens post mortem, de la collecte des données ante mortem et de la commission d'identification (accident aérien ferroviaire, catastrophes naturelles...).
- **Groupe investigation en milieu dégradé (GRID)** chargé de la prise en compte d'une scène de crime en milieu NRBC-E, de l'exploitation in situ des traces et indices contaminés et de l'identification de victimes.



Programme © 18 • 10 • 2018

11h25

Échanges et questions

11h30

EVA/Entraînement au tir vidéo-assisté

Pierre-Henri MACHET, Commissaire divisionnaire, chef du pôle anticipation, analyse, conseil, adjoint à la sous-direction du développement des compétences de la Direction centrale du recrutement et de la formation de la Police nationale, France

Dispositif de formation au discernement et au tir à balles réelles par une méthode d'entraînement contextualisée, mobilisant des techniques de vidéo projection. EVA met les apprenants en situation de réagir dans les conditions d'une agression armée. Cet outil permet de former à l'analyse des situations et au discernement en même temps qu'au tir et de développer des compétences d'adaptation. Il présente un intérêt certain dans le cadre de la formation des policiers au nouveau cadre juridique d'usage des armes défini par la loi du 28 février 2017 (en lien notamment avec les périples meurtriers).

11h40

Échanges et questions

11h45

Échanges entre les conférenciers et les participants

12h15

Déjeuner

13h45

Parole aux commanditaires

Courtes présentations des services offerts par des commanditaires.



DEUXIÈME THÉMATIQUE : la cybercriminalité

Table ronde relative aux pratiques formatives afférentes à la cybercriminalité

Modérateur : François-Xavier MASSON, Office central de lutte contre la criminalité liée aux technologies de l'information et de la communication (OCLCTIC), Sous-direction de la lutte contre la cybercriminalité, France

14h15

Partie introductive : image du phénomène (Sud + Nord)

Augustin OCHOJNI, Commissaire en charge des questions juridiques et de coopération à la Direction de l'informatique et des traces technologiques de la Côte d'Ivoire

14h25

Échanges et questions

14h30

Présentation des travaux du comité technique cybercriminalité

Jean LAFRENIÈRE, Capitaine, Service des projets d'enquêtes spécialisées, Sûreté du Québec, Canada,

Serge HOUTAIN, Chef de Service RCCU-CTI, Police Judiciaire Fédérale de Mons-Tournai, Belgique

14h40

Échanges et questions

14h45

Présentation de la plateforme cyber de Dakar

Dr Papa GUEYE, Commissaire de police, chef de la division spéciale de cybersécurité, Police nationale, Sénégal

14h55

Échanges et questions



Programme © 18 • 10 • 2018

- 15h00** Présentation l'École nationale à vocation régionale (Dakar) - Centre d'excellence de formation sur la cybersécurité
xxx,xxx (Conférencier à déterminer)
- 15h10** Échanges et questions
- 15h15** Pause et visite des exposants
- 15h45** **Primo-intervenant en cybercriminalité**
Pierre-Henri MACHET, Commissaire divisionnaire, chef du pôle anticipation, analyse, conseil, adjoint à la sous-direction du développement des compétences de la Direction centrale du recrutement et de la formation de la Police nationale française
- Afin de faire face aux nouvelles menaces, le besoin d'experts en mesure d'analyser rapidement le contenu des PC et autres objets numériques des suspects, dans le cadre des enquêtes de police, a conduit à la mise en place d'une formation permettant à tout agent de se former et de pouvoir trouver et sécuriser des preuves numériques. À la fin de la formation, les policiers sont aptes à déterminer si un support numérique est susceptible d'abriter des informations utiles pour l'enquête, peuvent effectuer en complète autonomie les premiers actes d'analyses des ordinateurs et des supports numériques découverts, dans le respect de la légalité, sans altérer les éléments de preuve.*
- 15h55** Échanges et questions



Programme © 18 • 10 • 2018

16h00

Enquêtes de cybercrime

France THIBODEAU, Gestionnaire de l'Institut d'apprentissage en criminalité informatique au Canada, Collège canadien de police, Canada

La méthode centralisée de formation de l'Institut d'apprentissage en criminalité technologique, qui est assez unique en son genre à l'échelle internationale, empêche la création de mauvais précédents et assure des normes uniformes de haute qualité pour les enquêtes sur les crimes dans le domaine de la haute technologie.

Les défis : gestion des ressources humaines ; manque de personnel qualifié ; cryptage de données ; formation d'une organisation de police avertie à l'ère numérique ; effort concerté pour contourner ces crimes ex. réseau 24/7.

Les enquêteurs ont besoin d'une solide compréhension de l'avenir de la technologie et de compétences numériques avancées pour réussir dans l'environnement technologique en évolution rapide d'aujourd'hui. La technologie explose à un rythme exponentiel et crée déjà des défis pour les policiers et notre système judiciaire.

16h10

Échanges et questions

16h15

Nouvelles technologies et préservation des preuves (NT2P), genèse d'un projet national de formation de base pour policières et policiers

Sébastien JAQUIER, Responsable Adjoint à l'ILCE (Institut de lutte contre la criminalité économique de la Haute école de gestion Arc, HES-SO, haute école de Suisse occidentale), ISP (Institut Suisse de Police) Neuchâtel/ Suisse

Quelque 18.000 policiers répartis dans 26 corps de police cantonaux sont actifs sur le territoire helvétique. Chacun a suivi une formation complète dans l'une des écoles de police. La gestion des supports de données numériques tels que les appareils nomades (smartphones, tablettes numériques) ne faisait pas partie des acquis de cette formation. Pourtant, qu'il s'agisse d'une interpellation, d'un accident de la route, d'un dépôt de plainte ou encore d'une disparition de personne, dans la plupart des cas, des supports de données numériques sont à prendre en compte.



Programme ©18•10•2018

Le projet NT2P a donné naissance à la formation eCC (eLearning Cybercrime) à l'attention de chaque policier qui ambitionne de leur donner les clefs de lecture requises pour appréhender le monde digital, prendre les mesures de préservation des preuves adéquates, reconnaître les risques et opportunités en matière d'exploitation des traces et identifier clairement les limites de leurs compétences en la matière. Cette formation constitue le socle d'un programme de formations spécialisées qui visent à mettre en œuvre une hiérarchie de compétences en matière numérique au sein de la police helvétique.

16h25

Échanges et questions

**16h30 -
17h15**

Échanges entre les conférenciers et les participants

19h30

Soirée banquet – 10^e anniversaire de FRANCOPOL

**TROISIÈME THÉMATIQUE : la gestion des flux migratoires**

08h15

Accueil des participants et visite des exposants**Table ronde relative aux pratiques de gestion des flux migratoires**

Modérateur : **Henna MUSTONEN**, Chef de la Section sur la traite des personnes et le trafic des migrants, Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDDC), Dakar

8h45

Partie introductive : la gestion des flux migratoires, un enjeu pour nos organisations

Professeure Ndioro NDIAYE, Ministre Conseiller à la Présidence de la République du Sénégal, Coordinatrice du Réseau Francophone pour l'Égalité Femme-Homme (RF-EFH), Sénégal

8h55

Échanges et questions

9h00

Présentation de l'Équipe conjointe d'investigation (ECI), projet financé par le fonds fiduciaire d'urgence (FFU) visant à lutter contre l'immigration irrégulière, le trafic et la traite des êtres humains au Niger

Ahmadou Tidjani ABDOU ALI, Adjoint au Chef de la Division de la lutte contre le Trafic Illicite de migrants, la Traite de personnes et la Fraude Documentaire, membre de l'E.C.I. et Formateur à l'École Nationale de Police et de la Formation Permanente

xxx,xxx, représentant sénégalais (à identifier)

Conformément à ses missions qui lui sont assignées et aux différents instruments juridiques nationaux et internationaux en vigueur, l'E.C.I. mène sous la supervision de la Direction de la Surveillance du Territoire une lutte sans relâche contre les réseaux criminels liés à l'immigration irrégulière, à la traite des êtres humains, au trafic illicite de migrants et à la lutte contre la fraude documentaire.



Programme © 19 • 10 • 2018

Elle contribue aussi au renforcement des capacités opérationnelles et judiciaires des services de la Police Nationale impliqués dans cette lutte et à l'amélioration de la gestion policière des frontières. Par ailleurs, l'E.C.I collabore avec plusieurs institutions gouvernementales et non gouvernementales surtout en matière de la gestion des migrants, objets du trafic et des personnes victimes de traite. Avec un peu plus d'un an d'activités, l'E.C.I a enregistré des résultats satisfaisants malgré les défis qui se présentent.

9h10

Échanges et questions

9h15

Échanges entre les conférenciers et les participants

9h45

Pause et visite des exposants

QUATRIÈME THÉMATIQUE : la gestion des risques psychosociaux

Table ronde relative aux pratiques formatives afférentes à la gestion des risques psychosociaux

Modérateur : **Thierry DIERICK**, Directeur de l'Académie nationale de police, Police fédérale (Belgique)

10h10

Partie introductive : la gestion des risques psychosociaux, un véritable enjeu pour nos organisations policières

Fady DAGHER, Directeur du Service de police de l'agglomération de Longueuil, Canada

10h20

Échanges et questions



Programme © 19 • 10 • 2018

10h25

SOLVE, une approche intégrée de la gestion des risques psychosociaux dans une organisation

Marie DIALLO, Directrice de la prévention des Risques professionnels, Caisse de Sécurité Sociale du Sénégal

Les problèmes de nature psychosociaux, nécessitent une approche très différente des efforts traditionnels. Ils constituent des menaces majeures pour les performances de l'organisation. Ensemble, ils peuvent être responsables d'un grand nombre d'accidents et de maladies au travail, provoquant, incapacités, maladies, décès. Ces problèmes ont un impact considérable sur la productivité, les coûts et pour finir la survie même de l'organisation. Ces problèmes affectent presque tous les pays quel que soit leur niveau de développement, tous les secteurs, et toutes les catégories de travailleurs.

SOLVE est conçu pour offrir une réponse intégrée sur le lieu de travail aux problèmes de stress, drogue, alcool, violence, SIDA et tabagisme qui s'y manifestent souvent. En liant directement les questions de Sécurité et Santé au Travail aux problèmes de gestion et de développement de l'organisation, SOLVE offre les outils d'une politique autonome et d'une action immédiate sur le lieu de travail pour réduire et prévenir les difficultés en question. Il permet ainsi d'améliorer les conditions de travail sur le plan psychosocial.

10h35

Échanges et questions

10h40

Prévention des impacts psychologiques

Yves GUAY, Directeur général de l'École nationale de police du Québec

La formation vise à développer la compétence du policier à exercer adéquatement son rôle et ses responsabilités auprès de ses pairs lors d'événements bouleversants ou potentiellement traumatisants. Elle fait la promotion de l'importance de la prévention psychologique auprès des pairs, permet de reconnaître les situations de travail à risque d'impacts psychologiques pour soi-même et ses pairs, présente les outils d'intervention disponibles, permet d'offrir un soutien aux pairs quant à leurs besoins psychologiques, ainsi que de développer des stratégies d'adaptation personnelles pour contrer les impacts psychologiques.



Programme © 19 • 10 • 2018

10h50

Échanges et questions

10h55

Analyse de risques intégrée

Freya OOSTERLINCK, Commissaire de police, chef de département de la Police Administrative Belge, Belgique

Dans la préparation d'un événement d'ordre public, plusieurs formes d'analyses doivent être réalisées par différents acteurs: les analyses de risques « ordre public » par les autorités et la police, les analyses de risques par les autres services d'urgence, l'analyse de risques par l'organisateur, les analyses de risques pour la planification d'urgence et pour la menace terroriste, etc.

L'analyse de risques policière est effectuée par le responsable policier à qui la direction et la coordination des missions de police ont été confiées. Elle concerne les différents aspects liés au déroulement sûr et paisible d'un événement ou d'un rassemblement: ordre public, circulation, nuisances, criminalité spécifique, planification d'urgence et terrorisme.

Cette analyse de risques policière doit permettre de déterminer un niveau de risque global pour l'événement (faible, moyen, sérieux, très sérieux). Les mesures policières sont adaptées à ce niveau de risque. In fine, l'analyse de risques opérationnelle est complétée par une analyse de risques sécurité et de bien-être au travail, également liée à l'événement ou à l'opération d'ordre public.

À cette fin, une méthode unique a été développée et validée au sein de la police intégrée. Ce module d'analyse de risques opérationnel et bien-être est organisé en tant que module séparé sur base d'un casus pratique, mais est aussi intégré dans plusieurs autres formations: la formation initiale de commissaire, le brevet de direction, la formation Gold Commander, etc. Si la méthode est universelle, la complexité des casus examinés est diversifiée en fonction du niveau de formation.

11h05

Échanges et questions



Programme © 19 • 10 • 2018

11h10

Nouvelle approche en matière de désescalade

Pierre ST-ANTOINE, Directeur des affaires institutionnelles et des communications de l'École nationale de police du Québec, Canada

La formation a comme objectif d'outiller le policier-patrouilleur afin qu'il intervienne de manière adéquate auprès des personnes dont l'état mental est perturbé, en favorisant un dénouement pacifique des situations impliquant ces personnes, de façon à réduire les risques de blessures et de décès. Un volet en ligne permet un auto-apprentissage de notions théoriques visant à mieux comprendre les personnes dont l'état mental est perturbé et les techniques de désescalade. Un deuxième volet concerne la formation pratique qui permet l'intégration des connaissances à l'intérieur de mises en situation reflétant les cas les plus observés au sein des corps de police.

11h20

Échanges et questions

11h25

Échanges entre les conférenciers et les participants

11h45

Discours de fermeture

12h00

Conclusion du congrès (clôture protocolaire)

12h15

Déjeuner

14h00

Départ pour la visite de l'Île de Gorée



Infos pratiques

Dates & Lieu

DAKAR • 17, 18 et 19 octobre 2018

Inscription

Inscriptions uniquement en ligne via le site de FRANCOPOL.
Plus d'annulation possible après le **30 septembre 2018**.

Coût

325 € / 515 \$CAD pour les membres
375 € / 595 \$CAD pour les non-membres

Infos

Catherine Beaudet
Tél : +1 418 803 3860
Courriel : cbeaudet@gestioncb.com
<http://www.francopol.org>